



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté préfectoral n°UBDEO/ECD/24/76
modifiant l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019
autorisant la société CEMEX GRANULATS à exploiter une installation de
valorisation de matériaux inertes par traitement et lavage sur la commune de
Bouafles, lieu-dit « Les Vallots »**

**Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU

le Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V,

la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

le décret du 31 octobre 2024 nommant monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure ;

le procès-verbal d'installation de monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024 ;

le décret du Président de la République du 14 février 2024 nommant monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure, sous-préfet d'Evreux ;

l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières,

l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées,

l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées,

l'arrêté préfectoral n°DELE-BERPE-19-1044 du 11 juillet 2019, autorisant la société CEMEX Granulats à exploiter une carrière sur la commune de Bouafles au lieu-dit « Les Vallots »,

l'arrêté préfectoral n°D3-B4-09-182 du 24 juillet 2009, autorisant la société CEMEX Granulats à exploiter une carrière sur les communes de Bouafles et de Courcelles sur Seine au lieu-dit « Le Triangle »,

l'arrêté préfectoral complémentaire n°UBDEO/ECD/23/135 du 10 novembre 2023, autorisant la société CEMEX Granulats à rattacher l'apponnement fluvial sis sur la commune d'Alizay à la carrière de Bouafles « Les Vallots »,

le dossier de demande de modification du site reçu complet le 15 avril 2024 consistant à installer une unité de valorisation de matériaux inertes par traitement et lavage,

la décision relative à la dispense d'évaluation environnementale, après examen au cas par cas n°2024-005426 du 2 juillet 2024 relatif au projet d'installation d'une unité de valorisation de matériaux inertes par traitement et lavage présenté par la société CEMEX Granulats sur le site, Bouafles « les Vallots », de non-soumission à évaluation environnementale,

le rapport et les propositions du 19 septembre 2024 de l'inspection des installations classées,

le projet d'arrêté porté le 6 septembre 2024 à la connaissance du demandeur, et les observations du demandeur sur ce projet le 17 septembre 2024,

CONSIDÉRANT

que l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019 susvisé autorise l'exploitation d'une carrière sur la commune de Bouafles jusqu'en juillet 2039, au lieu-dit « Les Vallots »,

que la demande consiste à l'installation d'une unité de valorisation des matériaux inertes par traitement et lavage, au titre de la rubrique n°2515-1 (Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), au sein de la carrière située au lieu-dit « Les Vallots »,

que le dossier indique que la puissance des installations de traitement des matériaux relevant de la rubrique ICPE n°2515 serait augmentée de 800 kW pour être portée à une puissance totale de 2400 kW,

que la société CEMEX Granulats prévoit d'utiliser les déchets résiduels produits en remblaiement de la carrière du Triangle sous couvert des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 juillet 2009,

que le dossier fait état d'une augmentation en prélèvement d'eau pour l'appoint des eaux de lavage des matériaux inertes comprise entre 28 et 35 m³/h, amenant le pompage net dans le plan d'eau de la Seine à 223 m³/h au lieu des 186 m³/h actuellement autorisés,

que le projet prévoit le recyclage des eaux de lavage via une station de traitement, pour être réutilisées dans le process,

que le projet est situé à proximité immédiate du site classé de la « Boucle de la Seine dite de Château-Gaillard » mais que le projet n'engendre pas de modifications significatives sur le paysage et que les matériaux et couleurs des constructions seront adaptés,

que l'étude des incidences Natura 2000, conclut sur l'absence d'atteinte du projet sur l'état de conservation des espèces et des habitats d'intérêt communautaire ayant désigné les sites Natura 2000 concernés,

que le projet est inclus dans une commune couverte par le PPRI de la Seine dans l'Eure, prescrit le 10 janvier 2020, avec une partie du projet implantée en zone d'aléa fort aux inondations, indiquant également une cote d'inondabilité à +14,55 m NGF au droit du projet,

que les dallages des machines seront implantés 50 cm au-dessus de la cote d'inondabilité soit à + 15,05 m NGF, et qu'en fin d'exploitation, l'ensemble de la plateforme sera remis au niveau du terrain naturel initial,

que la société CEMEX Granulats s'engage, en cas de crue ou de remontée de nappe, à déplacer les stocks issus de cette nouvelle installation de traitement hors zones d'aléas sous 48h,

que ce projet de modification est compatible avec le plan local d'urbanisme de Bouafles et qu'en fin d'exploitation, l'installation sera démantelée et l'espace reboisé,

que ce projet n'engendrera pas d'émission supplémentaire de poussières, de source d'odeurs, de modification significative du trafic routier,

que les émissions sonores ne dépasseront pas les seuils réglementaires,

que le projet de modification n'engendre pas de rejets aqueux supplémentaires vers le milieu naturel,

que la demande sollicitée par la société CEMEX Granulats n'entraîne pas de changement de remise en état de la carrière située au lieu-dit « Les Vallots » visé dans l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019 susvisé,

que le projet de modification n'induit pas de phénomènes dangereux supplémentaires,

que cette demande n'est pas considérée comme une modification substantielle, et de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement,

que conformément à l'article L.181-14 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire qu'elle juge nécessaire et que, conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement, les prescriptions complémentaires sont fixées par des arrêtés complémentaires,

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRÊTE

Article premier - Objet de l'autorisation

La société CEMEX Granulats, dont le siège social est situé 13 rue du Capricorne à Rungis (94150) est tenue de respecter, pour la carrière de Bouafles, au lieu-dit « Les Vallots » les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019 susvisé, complétées ou remplacées par celles du présent arrêté.

Les présentes prescriptions concernent l'installation de l'unité de valorisation de matériaux inertes implantée dans l'emprise du site de la carrière de Bouafles, « Les Vallots ».

Article 2 - Rubrique de classement ICPE

L'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019 susvisé est modifié comme suit :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Capacité autorisée
2510-1	A	Exploitation de carrière	Quantité de matériaux à extraire		435 000 m ³ 870 000 tonnes
			Superficie totale autorisée	/	129ha 32a 09ca
			Superficie exploitable		14ha 79a 91ca
			Production moyenne annuelle	/	250 000 tonnes en eau 150 000 tonnes à sec
			Production maximale annuelle	/	400 000 tonnes en eau 150 000 tonnes à sec
2515-1	E	Broyage, concassage, criblage de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	Puissance installée des installations	> 200 kW	2400 kW - installations de traitement des matériaux extraits 1600 kW - installation de lavage : 800 kW

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Capacité autorisée
2517-1	E	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Superficie de l'aire de transit de produits minéraux	$Q > 10\,000\text{ m}^2$	$31\,000\text{ m}^2$
2516	NC	Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents	Surface	$< 5000\text{ m}^3$	/
1435	DC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur	Volume annuel de carburant liquide distribué	100 m^3 d'essence (ou 500 m^3 au total) $< Q$ $20\,000\text{ m}^3$	/
1434	NC	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435)	Débit maximum équivalent	$< 5\text{ m}^3/\text{h}$	/
2713	NC	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux ou dangereux	Surface	$< 100\text{ m}^2$	10 m^2
2720	NC	Stockage de déchets résultant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minérales ainsi que de l'exploitation de carrières	/	Déchets inertes	
2930	NC	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	Surface de l'atelier	$< 2\,000\text{ m}^2$	465 m^2
4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	Quantité (en tonnes)	$< 50\text{ t}$	/
4719	NC	Acétylène	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation	$< 1\text{ t}$	200 kg
4725	NC	Oxygène	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation	$< 2\text{ t}$	350 kg
4310	NC	Gaz inflammables catégorie 1 et 2	Quantité totale susceptible d'être présente dans les installations	$< 1\text{ t}$	
4320	NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	$< 15\text{ t}$	12 kg

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Capacité autorisée
4321	NC	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 500 t	3,5 kg
4331	NC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 50 t	88 kg
4510	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 20 t	2 kg
4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 100 t	29 kg
4718	NC	Gaz inflammable liquéfié de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel	Quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation	< 6 t	2 kg

* : A (Autorisation), E (Enregistrement), DC (déclaration avec contrôle périodique), D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

Tonnages de produits extraits :

Le tonnage moyen annuel extrait est d'environ :

- 250 000 t/an moyen en fond de plan d'eau ;
- 250 000 t/an moyen extrait en eau sous l'installation de traitement,
- 150 000 t/an moyen extrait à sec sous l'installation de traitement.

Le tonnage maximal annuel extrait est :

- 400 000 t/an maximal en fond de plan d'eau ;
- 400 000 t/an maximal extrait en eau sous l'installation de traitement,
- 150 000 t/an maximal extrait à sec sous l'installation de traitement,

Le tonnage total de matériaux extrait est de 870 000 tonnes (435 000 m³) repart en :

- 400 000 tonnes (200 000 m³) en fond de plan d'eau ;
- 470 000 tonnes (235 000 m³) sous l'installation de traitement.

Tonnages annuels de matériaux de remblais extérieurs au site :

- apport moyen annuel : 340 000 tonnes (200 000 m³) ;
- le tonnage total de matériaux de remblais extérieur au site est de 680 000 tonnes (400 000 m³).

L'exploitant met en place un **suivi des volumes de matériaux extraits et des apports de matériaux de remblais extérieurs** afin de s'assurer du respect des volumes autorisés par l'arrêté préfectoral.

Horaires de fonctionnement :

Les horaires de fonctionnement seront, du lundi au vendredi :

- extraction en fond de plan d'eau (phase 1) et remblaiement (phase 2) : de 7h00 à 21h00* ;
- extraction sous l'installation de traitement (phase 3) et travaux de remise en état : de 5h00 à 21h00 ;
- installation de traitement des matériaux extraits : de 5h00 à 21h00 ;
- unité de valorisation des matériaux inertes : 7h à 18h du lundi au vendredi, à raison de 7h de production quotidienne sur cette plage horaire ;
- chargement et transport de produits commercialisables (camions) : de 6h30 à 12h00 et de 13h00 à 18h00 (17h00 le vendredi) ;

- chargement et transport de produits commercialisables (bateaux), déchargement bateau : de 5h00 à 21h00.

Aucune activité n'est exercée le samedi, le dimanche et les jours fériés, sauf autorisation exceptionnelle accordée par le préfet après consultation de l'inspection des installations classées.

***suite à l'étude acoustique, il n'y a pas d'extraction en fond de plan d'eau ou de constitution de la séparation avec des matériaux inertes en période de nuit (avant 7h00).**

ARTICLE 3 - RUBRIQUE DE CLASSEMENT IOTA

L'article 1.2.2 « Liste des installations, opérations et travaux soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau (IOTA) » de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019 susvisé est modifié comme suit :

Rubrique	Nature de l'activité	Critères de classement	Critères propres à l'installation prévue sur le site	Soumis à
1.2.2.0	À l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements, installations et ouvrages permettant le prélèvement, dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement ou un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, lorsque le débit du cours d'eau en période d'étiage résulte, pour plus de moitié, d'une réalimentation artificielle.	A – Supérieur à 80 m ³ /h dans le cas de la Seine	Pompage net d'environ 223 m ³ /h dans le plan d'eau relié à la Seine pour l'appoint nécessaire au lavage des matériaux (débit max pompe de 235 m ³ /h)	autorisation
2.3.1.0	Rejets d'effluents sur le sol ou dans le sous-sol, à l'exclusion des rejets visés à la rubrique 2.1.5.0., des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0., 2.1.2.0., des épandages visés aux rubriques 2.1.3.0. et 2.1.4.0., ainsi que des réinjections visées à la rubrique 5.1.1.0.	Pas de seuil, soumis à autorisation	Bassin de sédimentation intermédiaire pour le rejet lié au lavage des matériaux commercialisables avant chargement des bateaux.	autorisation
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau ; la surface soustraite étant :	A : Supérieure ou égale à 10 000 m ² D : Supérieure ou égale à 400 m ² et inférieure à 10 000 m ²	Surface supérieure à 10 000 m ²	autorisation
3.2.3.0.	Plans d'eau, permanents ou non	A : Superficie supérieure ou égale à 3 ha D : Superficie supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	Agrandissement du plan d'eau existant d'environ 4,6 ha après extraction sous l'installation de traitement	autorisation

Rubrique	Nature de l'activité	Critères de classement	Critères propres à l'installation prévue sur le site	Soumis à
1.1.1.0.	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	Pas de seuil, soumis à déclaration	Piézomètres permettant le suivi de la qualité des eaux souterraines sur et autour du site « Les Vallots ».	déclaration
1.1.2.0.	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :	A- Supérieur ou égal à 200 000 m ³ /an D- Supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an	Prélèvements effectués dans un plan d'eau en connexion direct avec la Seine et piézomètres permettant de suivre la qualité des eaux des alluvions et/ou de la nappe de la craie sous jacente. Nappes considérées comme nappe d'alimentation de la Seine.	Non classé
2.2.1.0	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux,	la capacité totale de rejet de l'ouvrage : A – Supérieure ou égale à 10 000 m ³ /j ou à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau D - Supérieure ou égale à 2 000 m ³ /j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau mais inférieure à 10 000 m ³ /j et à 25 % du débit moyen interannuel du cours d'eau	Rejet de 100 m ³ /h (environ 250 m ³ /j) pour le lavage des matériaux commercialisable avant chargement des bateaux	non classé
2.2.3.0	Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets visés aux rubriques 4.1.3.0, 2.1.1.0, 2.1.2.0 et 2.1.5.0, le flux total de pollution brute étant :	A - Supérieure ou égale au niveau de référence R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent D - compris entre R1 et R2 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent.	Rejet de MES en sortie du bassin de sédimentation au maximum de 8,75 kg/j. Le niveau R1 pour les MES s'établit à 9 kg/j.	non classé

Rubrique	Nature de l'activité	Critères de classement	Critères propres à l'installation prévue sur le site	Soumis à
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet " :	A - Destruction de plus de 200 m ² de frayères D - Dans les autres cas	Pas de destruction de frayères à brochets	non classé
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant	Zone asséchée ou mise en eau : A - Supérieure ou égale à 1 ha D - Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha	Aucun impact direct ou indirect sur les zones humides	non classé

ARTICLE 4 – UNITÉ DE VALORISATION DE MATÉRIAUX INERTES

Le titre 8 de l'arrêté de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019 susvisé est complété comme suit :

CHAPITRE 8.4 UNITÉ DE VALORISATION DE MATÉRIAUX INERTES

ARTICLE 8.4.1 LOCALISATION

Commune d'implantation	Code postal	Préfixe de la parcelle	Section de la parcelle	N° de parcelle	Superficie de la parcelle (m²)	Emprise du projet sur la parcelle (m²)
BOUAFLES	27700	0	E	792	11 388	1 400
				840	16 362	2 800
Emprise totale						4 200 m²

La localisation géographique et parcellaire est détaillé en annexes 1 et 2.

ARTICLE 8.4.2 FONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION

L'unité de valorisation de matériaux inertes par traitement et lavage comprend (annexe 3) :

- une unité de criblage/malaxage et de lavage permettant de laver et de calibrer les produits finis et d'en ôter les impuretés par voie humide,
- un système de recyclage des eaux de process par floculation des particules fines et réinjection de l'eau de process dans le circuit.

Ainsi le procédé consiste en :

- 1 : Alimentation et scalpage primaire par la chargeuse,
- 2 : Pré-criblage, débouillage, retrait des flottants et criblages sous eau,
- 3 : Déstockage des produits finis par convoyeurs mobiles,
- 4 : Retrait des organiques par classificateur hydraulique,

- 5 : Traitement des eaux usées par le clarificateur,
6 : Traitement des boues (assèchement) par filtre de presse.

Les équipements liés au process sont les suivants :

- Convoyeurs mobiles,
- Scalpeur,
- Trémie,
- Décanteur,
- Atelier cabine de pompes / maintenance,
- Cabine de contrôle,
- Réservoir tampon de boue,
- Filtre de presse,
- Clarificateur,
- Case de stockages de matériaux.

Cette installation produit les granulométries suivantes :

- Deux catégories de sable : 0-25 mm et 0-4mm,
- Trois granulats débourbés lavés : 4-10 mm, 10-20 mm et 20-80 mm,
- Un surdimensionné de scalpage à sec : +80 mm .

ARTICLE 8.4.3 CARACTÉRISTIQUES DE L'INSTALLATION

Le site CEMEX GRANULATS dispose d'installations et d'équipement qui sont en commun avec l'ensemble des activités exercées sur le site « Les Vallots » :

- les locaux techniques et sociaux : bureaux, vestiaires et sanitaires,
- le parking pour le personnel et les visiteurs,
- le parking des engins de la carrière.

L'installation a les caractéristiques suivantes :

- Production annuelle : 190 000 tonnes,
- Puissance totale des installations : environ 800 kW,
- Emprise au sol des équipements/installations : 60 x 70 m soit 4 200 m²,
- La hauteur maximale des constructions sera de 10,33 m,
- Locaux : la cabine de contrôle, l'atelier cabine de pompes et le filtre de presse sont implantés à proximité, à l'Est, ils sont réalisés à partir de bâtiments modulaires métalliques de volumes parallélépipédiques rectangles,
- La cabine de contrôle fait 13,01 m x 2,59 m sur une hauteur de 8,53 m,
- L'atelier cabine de pompes fait 28,81 x 3,32 m avec une toiture à un rampant à 17% avec une hauteur la plus haute de 3,72 m. Le filtre de presse fait 24,94 x 7,86 sur une hauteur de 10,33 m.

ARTICLE 8.4.4 ACCÈS

L'unité est localisée au sein de la carrière.

L'accès s'effectue par les accès aux voies publiques actuels, puis par des pistes perméables en tout venant compacté.

ARTICLE 8.4.5 PRÉLÈVEMENTS D'EAU ET RECYCLAGE

Le traitement des matériaux inertes s'effectue par lavage.

Les eaux de lavages sont recyclées (via une station de traitement, des bassins de récupérations et de décantations) pour être réutilisées dans le traitement, elles tourneront en circuit fermé. Un apport d'eau supplémentaire pallie les pertes induites par l'humidité dans les produits finis.

Le débit moyen du volume d'eau supplémentaire prélevé via les prélèvements existant est de 28 m³/h en moyenne et de 35 m³/h au maximum.

L'exploitant met en place un système pour quantifier les volumes et débit d'eau prélevés pour l'installation de traitement de matériaux inertes.

L'eau provient du bassin d'eau claire existant au niveau de l'installation de traitement de granulats naturels. Ce bassin d'eau claire est situé après le clarificateur permettant déjà de traiter de l'eau de lavage. Ce bassin d'eau claire est également alimenté par un prélèvement dans le plan d'eau.

Le prélèvement total dans le plan d'eau pour l'ensemble du site de la carrière est ainsi porté à 235 m³/h au maximum.

Ce recyclage s'effectue au moyen d'un clarificateur associé à une station de floculation. Les eaux ainsi clarifiées sont stockées dans un réservoir avant leur réemploi.

Une partie du sol de l'installation est bétonnée pour récupérer les eaux d'égouttage.

ARTICLE 8.4.6 DÉCHETS ADMISSIBLES

Les déchets admissibles sur le site des Vallots et destinés à la valorisation sont les déchets non dangereux inertes définis par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées susvisé.

ARTICLE 8.4.7. DEVENIR DES BOUES SÉCHÉES (REBUS/DÉCHETS NON VALORISABLES)

Les boues séchées par le filtre presse, qui correspondent à la fraction non valorisable, sont évacuées (sous forme de galettes) vers la carrière de Bouafles « Le Triangle » en remblaiement, après vérification de leur caractère inerte et non dangereux.

Les conditions d'acceptation sont celles définies par l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière de Bouafles « Le Triangle » du 24 juillet 2009 susvisé, complété des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

ARTICLE 8.4.8 PHASE DE TRAVAUX

La mise en place de l'unité de valorisation ne nécessite pas de nouvelle organisation des voiries au sein de la carrière.

La mise en place des installations de traitement nécessite un nivellement de l'emprise de la plateforme : le terrain est aplani et régalié puis en partie bétonné.

Afin d'assurer la stabilité de la plateforme bétonnée, du sous-œuvre est mis en place sous les éléments les plus lourds.

Les dallages des machines sont implantés à la cote +15,05 m NGF (50 cm au-dessus de la cote d'inondabilité de +14,55 m NGF).

En pratique, le montage s'effectue en trois étapes :

- 1 - Passage des réseaux, notamment électriques et alimentation en eau,
- 2 - Nivellement et génie civil,
- 3 - Montage des structures.

En fin d'exploitation l'ensemble de la plateforme est remis au niveau du terrain naturel initial (de + 13,89 m à +15,17 m NGF, voir annexe 3).

ARTICLE 8.4.9 STOCKS DES MATÉRIAUX

La hauteur des stocks de matériaux est limitée à 6 mètres.

Toutes les dispositions sont prises pour permettre une bonne intégration des stocks dans le paysage.

Toutes les dispositions sont prises pour limiter l'envol et la propagation de poussières. Les équipements sont capotés (ou dispositifs similaires) dès que cela est possible.

L'exploitant met en place un plan de repli permettant l'évacuation des stocks de matériaux situés en zone inondable en cas d'alerte, en moins de 48 heures.

ARTICLE 8.4.10 CONTRÔLE DES NIVEAUX SONORES

L'exploitant fait réaliser dans un délai de **trois mois suivant la mise en service de l'installation de valorisation**, et ensuite tous les ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement après accord de l'inspection des installations classées.

Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les valeurs réglementaires sont définies aux articles 6.2.1.2 et 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2019.

Le plan de surveillance du bruit est modifié par :

- 1 nouveau point situé en limite de carrière (au plus près de la nouvelle installation) : point noté « S2 » dans le nouveau plan,
- le déplacement du point « S5 » dans la zone à émergence réglementée la plus proche : nouvelle habitation sur la ZAC Eco Seine.

L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.

ARTICLE 8.4.11 INTÉGRATIONS PAYSAGÈRES

L'unité de valorisation de matériaux inertes est implantée de manière à être la moins visible des environs.

Les mesures d'intégration mises en place pour l'unité de valorisation, sont :

- la hauteur maximum de l'installation est de 10,33 m de haut (filtre presse),
- l'installation est entourée par une haie,
- l'installation est entourée d'un bois existant : alignement de grands arbres à l'ouest et de boisement à l'est,
- les teintes des équipements liés aux process sont gris clair, bleu foncé et en acier galvanisé,
- la cabine de contrôle, l'atelier cabine de pompes et le filtre de presse et l'atelier de commande sont réalisés à partir de bâtiments modulaires métalliques de volumes parallélépipédiques rectangles. Les élévations et couverture sont en métal laqué gris clair, les menuiseries, selon leur destination, sont en métal et PVC ton gris clair.

A la fin de l'exploitation, cet espace est reboisé.

ARTICLE 8.4.12 MESURES DE PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ

Mesures d'évitement :

- E01 : Évitement des sites à enjeux environnementaux et paysagers du territoire.

Mesures de réduction (R) :

- R01 : Balisage préventif divers ;

- R02 : Adaptation de la période des travaux sur l'année / Réduction temporelle en phase travaux (= Mesure R01 de l'étude d'incidences Natura 2000) ;
- R03 : Adaptation des horaires des travaux (en journalier) / Réduction temporelle en phase travaux ;
- R04 : Installation d'abris ou de gîtes artificiels pour la faune au droit du projet ou à proximité - Amphibiens (Restauration/création de milieux aquatiques temporaires) ;
- R05 : Création d'une zone arbustive-arborée ;
- R06 : Dispositif préventif de lutte contre une pollution ;
- R07 : Dispositif de limitation des nuisances envers la faune ;
- R08 : Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes ;
- R09 : Installation d'abris ou de gîtes artificiels pour la faune au droit du projet ou à proximité - Amphibiens/Reptiles ;

Mesures d'accompagnement et de suivis (S) :

- S01 : Suivi faune-flore des abords du site du projet en phase exploitation.

ARTICLE 8.4.13 ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

L'unité de valorisation de matériaux inertes est visée par la rubrique 2515-1a et soumise à l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517.

Des aménagements aux prescriptions ministérielles applicables ont été demandées par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance.

Les prescriptions générales s'appliquant aux installations de valorisation de matériaux inertes sont aménagées comme suit :

- article 3 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité :

L'exploitant fournit les plans détaillés de l'unité (installations, pistes d'accès, bassin formant réserve incendie, aire étanche, fossés,...) à l'inspection des installations classées dans **un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté. Ce plan est actualisé au besoin, notamment après l'installation de l'unité. Les zones à risques, les zones imperméabilisées, avec les distances, y sont précisées.

- article 10 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précité (plan des zones à risques) :

L'exploitant fournit le plan des zones à risques à l'inspection des installations classées dans **un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 – Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Bouafles et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article [R. 181-38](#) ;
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le présent arrêté, conformément aux décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L. 514-6, peut être déféré à la juridiction administrative selon les dispositions de l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle, la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ou de l'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° du même article.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 7 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Eure, le sous-préfet de l'arrondissement des Andelys, le maire de la commune de Bouafles, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est adressée à :

- monsieur le sous-préfet des Andelys
- monsieur le maire de la commune de Bouafles,
- l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO),

Évreux, le **18 DEC. 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général de la préfecture



Alaric MALVES